

Parce que le temps social – toujours pluriel et souvent contradictoire – ne peut souffrir qu'on l'ampute du lent mouvement de la longue histoire, nous avons rencontré, à l'occasion des dix ans des révoltes arabes de 2011, l'historien et économiste Georges Corm. Figure intellectuelle et progressiste majeure, spécialiste du monde arabe, Georges Corm est l'auteur d'une oeuvre prolifique. Parmi ses ouvrages, l'incontournable Le Proche-Orient éclaté (1956-2012) (Gallimard, 1983), Orient-Occident, la fracture imaginaire (La Découverte, 2002), Le Liban contemporain (La Découverte, 2003), ou encore La Nouvelle Question d'Orient (La Découverte, 2017).

En référence au printemps des peuples européens de 1848, les révoltes de 2011 seront vite désignées par le terme de « Printemps arabe », autant par les commentateurs occidentaux que ceux du monde arabe. Si l'analogie avec 1848 a pour mérite d'inscrire la séquence révolutionnaire arabe dans le temps long de l'histoire, elle rend moins évidente sa généalogie avec les mouvements d'indépendance et de libération nationale des années 1950 et 1960. Comment peut-on penser les soulèvements arabes de 2011 au fil de l'histoire des révoltes populaires arabes ? Quelles sont les continuités et les ruptures ?

Personnellement, je n'aime pas l'expression de « Printemps arabe ». C'est une expression importée d'une histoire différente du continent européen, et qui empêche d'envisager l'historicité plus immédiate de ces révoltes. Je préfère donc parler des « révoltes arabes de 2011 », qui ont ouvert une nouvelle période de l'histoire arabe. Par ailleurs, je suis étonné de constater l'omission récurrente dans les productions académiques occidentales de l'influence de ces révoltes sur les soulèvements qui les ont suivis de l'autre côté de la Méditerranée. Les Indignés en Espagne, en Grèce, jusqu'aux États-Unis avec Occupy Wall Street... Ce type d'omission est révélateur de la permanence en Occident d'une vision essentialisante du monde arabe, et ce malgré l'existence de courants universitaires postcoloniaux ou postmodernes.

En ce qui concerne donc la généalogie historique de ces révoltes, on peut dans un premier temps faire le lien avec les grands mouvements populaires de l'époque nassérienne. Gamal Abdel Nasser dont on a fêté il y a trois mois le cinquantième anniversaire de son décès a été une figure majeure de l'histoire contemporaine arabe et mondiale. Il a incarné la lutte anticoloniale et tiersmondiste avec une force d'autant plus grande qu'elle puisait sa source dans la volonté populaire. Les rassemblements gigantesques qui ont marqué l'épopée nassérienne n'étaient pas de nature contestataire, mais ils sont intéressants à évoquer puisqu'ils montraient des peuples arabes en mouvement qui appelaient à la lutte et à la résistance, dans une relation d'osmose avec Nasser.

Si on remonte plus loin, au IX^{ème} siècle, on peut évoquer les Qarmates qui sont à l'origine d'un grand mouvement de protestation réunissant intellectuels, travailleurs des villes et paysans s'étendant jusqu'au Bahreïn, Oman et le Yémen.

Puis, bien sûr, il y a la longue séquence des luttes anticoloniales auxquelles ont massivement participé les peuples dès la fin du 19^{ème} siècle et ce dans l'ensemble du monde arabe (à l'exception de la péninsule arabique, qui est un cas particulier). En Algérie contre l'invasion puis l'occupation française, en Égypte contre l'occupation britannique, puis entre 1920 et 1940 en Syrie et au Liban contre le colonialisme français et son projet de tronçonnage de la Syrie.

Je reviens rapidement sur cet épisode tant il a déterminé les conflits futurs de la région. La France avait détaché le Liban de la Syrie et, suite à cela, elle comptait créer de toute pièce un État alaouite, un État druze, un État d'Alep, etc., à l'encontre de la volonté des peuples de la Syrie géographique qui souhaitaient leur indépendance dans un État syrien uni comprenant la Syrie actuelle, le Liban et la Palestine. En 1925, une insurrection populaire se déclenche contre le mandat français et pour l'indépendance d'une Syrie arabe unie. La France la réprima de manière extrêmement brutale, par des bombardements féroces sur Damas et le Jabal druze. Puis, pourtant censée être fille aînée de l'Église, elle céda à la Turquie en 1939 la région syrienne d'Antioche, berceau historique des Églises naissantes. Je pense qu'il reste des traces très fortes de cette période du mandat dans l'actuelle politique de la France à l'égard de la Syrie. D'une certaine façon, la France ne pardonne pas à la Syrie de lui avoir tant tenu tête.

Les révoltes de 2011 ne sont pas directement anticoloniales ou antiimpérialistes. Cependant, la « liberté » et la « dignité » qui revenaient souvent dans les slogans des manifestants doivent s'entendre dans la continuité des luttes anticoloniales, comme des revendications de libération collective.

Qui connaît votre œuvre sait l'importance que vous donnez à la dialectique de la fragmentation et de l'unité dans l'histoire de la région arabe depuis la chute de l'Empire ottoman. Que ce soit dans votre monumental *Le Proche-Orient éclaté (1956-2012)*^[1], ou dans l'un de vos derniers ouvrages *Pensée et politique dans le monde arabe*^[2], il s'agit à chaque fois d'examiner la façon dont cette dialectique structure la vie politique et intellectuelle de la région.

En 1983, vous parliez de « balkanisation » du Proche-Orient, entendu comme le travail des impérialismes européens puis étasunien(-israélien) visant à dépecer la région sur des critères ethniques et religieux selon la célèbre devise : diviser pour mieux régner. Alors que cette vague de protestations semblait rassembler les sociétés arabes dans une unité de destin, comment la dynamique de la fragmentation a-t-elle (une fois encore) pris le dessus ?

La dynamique de la fragmentation fait partie de tout groupement humain, mais en tant que thématique elle est particulièrement présente dans la culture arabe, avec le terme de « *fitna* » qui se traduit en français par désordre et antagonisme à la fois. L'histoire des Arabes est rythmée par cette dialectique constante entre l'appel à l'unité et l'appel à la dissidence ; dialectique qui a commencé très tôt ainsi que le montre Hichem Djaït dans son livre *La grande discorde*^[3].

Néanmoins, la fragmentation (ou la balkanisation) du Proche-Orient, qui a longtemps fait l'objet de mes travaux, relève de dynamiques exogènes. Elle trouve ses racines dans les découpages coloniaux de la fin de la Première guerre mondiale. Lorsque l'Empire ottoman s'effondre, le mouvement d'unité arabe était alors puissant. Il a été brisé par la présence militaire des colonialismes européens et leur dépeçage de la région en entités politiques plus ou moins viables, sur des bases ethniques et confessionnelles, et aux dimensions territoriales et démographiques variées. Le nom de la Syrie en arabe c'est *Bilad As-Sham*, Pays de Damas (au pluriel) – appellation magnifique qui illustre à elle seule la conception plurielle et inclusive du sentiment d'appartenance des peuples de la région.

Je le rappelle souvent : dès 1840, avant même la naissance du mouvement sioniste, les

Britanniques préconisaient de convaincre les citoyens anglais de confession juive de s'installer en Palestine pour contrebalancer l'influence française en Méditerranée de l'Est, une des régions les plus stratégiques du monde car elle est la route vers les Indes. La Déclaration Balfour ensuite en 1917, et le soutien européen et étasunien vibrant au sionisme plus généralement, s'inscrit dans le cadre du contrôle colonial du monde arabe. Du point de vue de la fragmentation, la seule création d'Israël a coupé géographiquement le Maghreb arabe du Machrek arabe, et l'Égypte de la Syrie.

Mais pourquoi les colonialismes européens auraient admis à la fin de la Première guerre mondiale les formations d'un grand État turc et d'un grand État iranien, et pas celle d'un grand État arabe ? C'est une opposition que vous notez dans votre livre *Pensée et politique dans le monde arabe*, je vous cite : « Cette fragmentation contraste comme on l'a vu avec la reconstitution d'un État turc moderne dès le début des années 1920, arc-bouté sur le vaste territoire anatolien et ses façades maritimes en Méditerranée et en mer Noire. Elle contraste aussi avec la continuité de l'État iranien » (p.133)

D'abord, la Turquie et l'Iran étaient des entités politiques massives et unies à la fin du 19ème siècle. Ensuite, Atatürk a réalisé une révolution modernisante, brutale certes, mais qui a chassé militairement les envahisseurs occidentaux du territoire turc. En comparaison, l'espace social arabe ne constituait plus une entité politique unie et cohérente depuis des siècles. L'Égypte avait maintenu une certaine cohésion sur les bases de l'État pharaonique lui permettant d'arracher une certaine autonomie politique durant la période mamelouke, mais cela restait fragile. Or, au début du 20ème siècle, se former en État-nation exigeait à la fois un certain degré de totalisation au sein d'un territoire donné, et les moyens de se défendre contre le colonialisme européen.

Au reste, ces politiques coloniales de fragmentation de la région ne se sont évidemment pas poursuivies sans heurts. Les populations ont résisté autant que faire se peut à cette dynamique. C'est d'ailleurs de ces résistances continues qu'ont émergé dans les années 1950 et 1960 les mouvements radicaux antiimpérialistes. De fait, la lutte anticoloniale a redynamisé le panarabisme sous différentes variantes (baathiste, nassérienne, marxisante...). En 1958, l'Égypte de Nasser et la Syrie baathiste décident de ne faire qu'un seul État - la République arabe unie. Une tentative qui n'a pas tenue pour un tas de raisons, mais qui reflétait la forte volonté populaire de s'unir dans un projet émancipateur. Or, l'impérialisme occidental n'a eu qu'un objectif : casser ce mouvement d'unité.

Une guerre redoutable a été menée contre le panarabisme par des agressions militaires directes d'une part, et par l'instrumentalisation des mouvances islamistes d'autre part. Des ressources financières immenses ont été déployées pour propager le wahhabisme saoudien afin de contrer le panarabisme socialisant, dans le contexte de la guerre froide. Et cette guerre se poursuit aujourd'hui encore. L'impérialisme occidental ne tolère pas la présence de grands États arabes qui ne lui soient pas assujettis sur les plans économique et politique ; la non-sujétion à l'impérialisme se traduisant par le refus de la normalisation avec Israël. L'invasion de l'Irak en 2003 et la guerre de Syrie quelques années après ont eu pour conséquence l'implosion de ces États, avec le développement des logiques tribales et régionales qui en découle. Que *Daech* ait pu se constituer et s'étendre ainsi est le produit d'une longue histoire d'instrumentalisation des mouvements islamistes par l'impérialisme occidental ; histoire dont est également issu Oussama Ben Laden.

Les révoltes arabes ont provoqué des reconfigurations politiques différentes d'un pays à l'autre. Les tyrans à la tête de l'Égypte et de la Tunisie ont pris leurs jambes à leur cou, quand dans d'autres pays des conflits armés extrêmement violents ont éclaté. Comment les soulèvements populaires de 2011 ont-ils agi sur les crises que traversaient les États arabes ? En quoi se sont-ils heurtés aux antagonismes géopolitiques structurels ?

En ce qui concerne la Syrie, j'aimerais rappeler la déclaration de l'ancien ministre des affaires étrangères françaises Laurent Fabius en 2012 : « *Al Nosra fait du bon boulot en Syrie* ». Pendant au moins deux ans, de 2011 à 2013, par un tour de passe-passe discursif et idéologique étonnant, les mouvements jihadistes terroristes étaient devenus des mouvements de libération de la Syrie dans les grands médias occidentaux.

Pour comprendre cela, sûrement est-il utile de rappeler le contexte d'alors. Au début des années 2000, une offensive impérialiste menée par le couple franco-étasunien fut lancée contre le régime syrien pour son soutien au Hezbollah et son alliance avec l'Iran. En octobre 2003, soit quelques mois après le déclenchement de la guerre d'Irak, Bush adopte le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act* (SALSRA) qui accuse le régime syrien de « *soutenir le terrorisme international* » et prévoit des sanctions si la Syrie poursuivait la politique dénoncée. Le mois suivant, Bush explique qu'il s'agit de créer un nouveau Moyen-Orient, avec des régimes arabes appelés à devenir « démocratiques » et à partager les « valeurs » de l'Occident, parmi lesquelles le souci de la sécurité d'Israël, ce qui implique la normalisation. En 2008, Sarkozy tente une autre approche : faire adhérer la Syrie à l'Union pour la Méditerranée, espérant par là que le régime changerait son positionnement géostratégique. Or, les résultats escomptés n'ont pas suivi.

Que le régime syrien porte une lourde responsabilité dans la façon dont les choses ont dégénéré et dans la propagation de pratiques particulièrement violentes, cela ne fait aucun doute. Par ailleurs, sur le plan économique, le gouvernement syrien avait commis une erreur considérable dans les années 2000 en engageant le pays vers des politiques néolibérales. Par la voix de son vice-premier ministre des affaires économiques, Al-Dardari, il avait diminué les subventions à l'agriculture, alors qu'elle était affectée par la sécheresse et qu'elle représentait un des secteurs économiques clé de la Syrie lui assurant – et ce n'est pas rien – son autosuffisance alimentaire. De plus, le gouvernement avait inconsidérément conclu un accord de libre-échange avec la Turquie dont l'économie était beaucoup plus avancée ; cela a permis par la suite à la Turquie de devenir un acteur majeur à l'intérieur de la Syrie. Cette orientation néolibérale du régime syrien, pensant ainsi se rapprocher des puissances occidentales, n'a évidemment pas permis de répondre à la très forte pression démographique et aux besoins des habitants, bien au contraire.

Lorsque les manifestations commencent en mars 2011, l'agitation occidentale en faveur d'un changement de régime en Syrie s'inscrivait dans le cadre de l'offensive impérialiste ; il n'était aucunement question de soutenir les Syriens dans leur quête de justice sociale et d'une vie politique démocratique. La multiplication des conférences internationales et les déclarations américaines et françaises ont confirmé l'instrumentalisation des manifestations populaires pour faire valoir des agendas géopolitiques qui n'ont rien à voir avec les revendications des Syriens.

En Libye, un tout autre scénario s'est joué. Le régime libyen était lui aussi autoritaire, voire dictatorial, d'où la colère populaire, mais la redistribution des revenus issus de

l'exploitation du pétrole permettait un niveau de vie digne aux Libyens, ainsi qu'aux Égyptiens et aux Tunisiens qui travaillaient en Libye. Si Khadafi est tombé aussi vite, c'est tout simplement parce qu'il y a eu une campagne de bombardements massifs de l'OTAN dont l'objectif principal était d'éliminer Kadhafi. Rien ne peut résister à cela. Sarkozy souhaitait étouffer l'affaire du financement de sa campagne électorale, et au passage mettre la main sur les ressources du pays. Cela a justifié que sans scrupules un pays soit détruit, avec les conséquences terribles que l'on connaît.

Enfin, pour ce qui est de la Tunisie et de l'Égypte, un facteur fondamental a précipité la chute de ces régimes : le positionnement de l'armée. Il faudrait sans doute procéder à une analyse plus approfondie des liens entre les régimes de ces États avec leurs armées. Grosso modo, dans les deux cas, la pression énorme des révoltes populaires a soit créé soit exacerbé la dissension entre les armées et les régimes de telle sorte que - à un moment donné - les armées ont lâché les régimes. Ce facteur est décisif.

Nombre d'intellectuels conviennent que le panarabisme socialisant est désormais révolu, en tant qu'époque et en tant qu'idée. Qu'on date sa disparition à 1967, 1970 ou 1982, une sorte de procès permanent en souligne les erreurs ; erreurs qui seraient inhérentes à l'idée elle-même. C'est un phénomène qui se rapproche sensiblement de la condamnation du communisme à partir des années 1980. Il n'est plus bon de s'en revendiquer : communisme ou panarabisme appartiendraient à des époques passées. Pourtant, les constats sociaux et politiques au principe du panarabisme restent relativement actuels... Quels seraient selon vous les contours d'un nouveau panarabisme ?

Je ne crois pas en la défaite ou en la résignation des peuples. L'idée panarabe contemporaine fait son chemin dans le monde arabe depuis la fin du 19^{ème} siècle, elle condense des aspirations populaires très vives et très anciennes de libération et d'unité. Lorsque Israël officialise en 1948 le rapt de la Palestine, les peuples du Maghreb et du Machrek se sont sentis directement concernés et ont participé comme ils pouvaient à une guerre qui était perdue d'avance. Lorsque Nasser redonne vie au panarabisme à partir de 1956, les peuples arabes sont spontanément avec lui. Libérer les territoires occupés, assurer l'indépendance politique et économique face à l'impérialisme occidental et édifier une économie socialisante à l'échelle régionale restaient les seuls recours possibles aux peuples arabes pour sortir du marasme.

Aujourd'hui, l'unité arabe doit être pensée sous la forme concrète de fédération, et non pas d'État-nation. Je pense que ce qui manque actuellement c'est un pays phare qui puisse être présent et actif sur la scène arabe, comme ont pu l'être par exemple l'Égypte, ou l'Algérie à sa suite puisque l'Égypte de Sadate fut expulsée de la Ligue arabe durant plusieurs années pour avoir signé la paix avec Israël par l'accord de Camp David.

Comprenez qu'il y a en tout cas un lien indestructible entre les Arabes : leur langue. Vous avez beau fragmenter, appuyer les clivages communautaires ou religieux, il reste qu'une langue rassemble ces peuples. La langue arabe est le réservoir de la culture collective ; il suffit de constater combien les chansons, poèmes et romans circulent d'un bout à l'autre des pays de la région. Les intellectuels arabes se connaissent tous, de l'Irak au Maroc en passant par le Liban ; ils se lisent et discutent leurs travaux. Nous avons également le Centre des études pour l'unité arabe et l'Institut d'études palestiniennes à Beyrouth qui sont deux lieux de la pensée nationale arabe. Ils font un travail formidable de publication :

on parle de plusieurs centaines de revues, ouvrages, essais publiés, qui présentent des analyses sociales et politiques sur le monde arabe sous de multiples angles, et assurent une conservation de la mémoire. Ces institutions organisent de surcroît des conférences et des colloques académiques dans les capitales arabes permettant aux intellectuels de se rencontrer.

Enfin, et surtout, il y a la Palestine : elle fédère les sentiments panarabes. Et je ne crois pas qu'il soit possible d'étouffer la question palestinienne, quelques soient les moyens déployés, parmi eux la normalisation des relations entre Israël et les petites royautés bédouines de la Péninsule arabique. À cet égard, je trouve la résistance palestinienne réellement admirable. C'est en définitive à partir de la Palestine que se dessineront les contours d'un nouveau panarabisme.

Illustration : Ayman Baalbaki, Untitled (Lost and Destruction), 2010.

Notes

^[1] CORM Georges (1983), *Le Proche-Orient éclaté (1956-2012)*, La Découverte, Paris, 2012.

^[2] CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques, XIXe-XXIe siècle*, La Découverte, Paris, 2015.

^[3] DJAÏT Hichem, *La grande discorde. Religion et politique dans l'Islam des origines*, Gallimard, Paris, 1989.